

**ASSOCIATION EMERAUDE I.D.**

17, rue de Broglie

22300 LANNION

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association EMERAUDE I.D.,

### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association EMERAUDE I.D. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- La reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- La concordance des produits avec les conventions vous liant aux financeurs ;
- La bonne application des décisions d'affectation des résultats des exercices antérieurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CESSON-SEVIGNE



Représentée par **Hervé DAVOULT**

Signé par Herve Davoult  
Le 11/06/2025

ID: tx\_k6rDYdVvYL18J



Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

EMERAUDE ID - Compilé

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	10 000	10 000		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	110 179	91 524	18 655	18 264
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		120 179	101 524	18 655	18 264
	Immobilisations corporelles	Terrains	366 027	83 680	282 346	291 622
		Constructions	8 861 733	6 047 583	2 814 150	3 320 837
		Inst.techniques, mat.out.industriels	5 584 819	3 850 855	1 733 964	1 532 023
		Immobilisations corporelles en cours	5 970		5 970	59 376
		Avances et acomptes				
		TOTAL		14 818 551	9 982 118	4 836 432
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	8 940		8 940	8 910
		Prêts	296 970		296 970	270 602
		Autres	21 576		21 576	20 618
		TOTAL		327 486		327 486
	Total I	15 266 217	10 083 643	5 182 574	5 522 256	
Actif circulant	Stocks et en cours		1 655 280	283 523	1 371 757	1 093 699
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 271 966	26 574	1 245 392	1 927 048
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	686 255		686 255	635 036
		TOTAL		1 958 221	26 574	1 931 647
	Divers	Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	200 000
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 937 628		2 937 628	2 780 585
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	70 776		70 776	56 910
	Total II	6 921 907	310 097	6 611 810	6 693 280	
	Frais d'émission des emprunts III	6 818		6 818	10 099	
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		22 194 943	10 393 740	11 801 202	12 225 635
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

EMERAUDE ID – Compilé

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	3 431 873	2 957 463
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	812 493	800 201
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	526 031	514 980
	Report à nouveau	-110 314	138 334
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-105 880	142 768
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	941 511	236 811
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	291 207	-237 599
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>5 075 564</b>	<b>4 132 810</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	636 979	700 091
	Provisions réglementées	1 500	1 500
<b>Total I</b>		<b>5 714 043</b>	<b>4 834 401</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total I bis</b>			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	410 776	420 972
<b>Total II</b>		<b>410 776</b>	<b>420 972</b>
Provisions	Provisions pour risques	111 695	166 930
	Provisions pour charges	208 121	197 060
<b>Total III</b>		<b>319 816</b>	<b>363 990</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	2 488 458	3 091 444
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	1 970	2 080
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	986 824	1 521 795
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 751 843	1 745 586
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 081	59 971
	Autres dettes	85 726	185 393
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	20 663	
<b>Total IV</b>		<b>5 356 566</b>	<b>6 606 270</b>
Écart de conversion Passif V			
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>11 801 202</b>	<b>12 225 635</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	9 085 855	7 070 947
	<i>dont ventes de dons en nature</i>	17 475	34 235
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	3 950 568	3 818 823
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 193 336	2 827 610
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		2 827 610
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	2 296 861	2 204 587
	Utilisations des fonds dédiés	62 997	49 582
	Autres produits	333 051	-2 266
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		18 922 670	15 969 285
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	215 583	244 906
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	8 561 194	6 766 869
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	277 500	259 180
	Salaires et traitements	6 513 315	6 025 511
	Charges sociales	1 531 035	1 322 304
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	790 461	741 261
	Dotations aux provisions	303 131	160 459
	Reports en fonds dédiés	52 800	169 489
	Autres charges	8 610	5 848
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		18 253 633	15 695 831
1. Résultat d'exploitation (I-II)		669 037	273 453



EMERAUDE ID – Compilé

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	35 413	18 627
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	35 413	18 627
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	39 245	39 235
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	39 245	39 235
2. Résultat financier (III-IV)		-3 831	-20 607
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		665 205	252 845
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	199 527 296 967 97 280	17 041 101 438
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	593 775	118 480
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 114 258 297 42 166	12 132 18 655 100 417
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	309 578	131 205
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		284 196	-12 725
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		7 891	3 309
Total des produits (I + III + V)		19 551 859	16 106 392
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		18 610 348	15 869 581
EXCÉDENT OU DÉFICIT		941 511	236 811
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		291 207	-237 599
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		5 344	15 470
Total		5 344	15 470
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		5 344	15 470
Total		5 344	15 470

# Association Emeraude I.D.

**Annexe aux comptes annuels de  
l'exercice clos le 31 décembre 2024  
Montants exprimés en EUR**

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Objet social</b>	<b>4</b>	
<b>2</b>	<b>Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées</b>	<b>4</b>	
<b>3</b>	<b>Description des moyens mis en œuvre</b>	<b>5</b>	
<b>4</b>	<b>Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture</b>		<b>5</b>
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5	
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5	
<b>5</b>	<b>Principes et méthodes comptables</b>	<b>6</b>	
5.1	Principes généraux	6	
5.1.1	Changements de méthode comptable	6	
5.1.2	Changements d'estimation	6	
5.1.3	Corrections d'erreurs	6	
5.2	Dérogations	6	
5.3	Principales méthodes comptables	6	
<b>6</b>	<b>Informations relatives aux postes du bilan</b>	<b>7</b>	
6.1	Actif immobilisé	7	
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8	
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8	
6.2	Actif circulant	10	
6.2.1	Stocks et en cours	10	
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	11	
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	11	
6.4	Fonds propres	11	
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	11	
6.4.2	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	15	
6.4.3	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	15	
6.4.4	Subventions d'investissement	16	
6.5	Fonds reportés et fonds dédiés	16	
6.6	Provision pour risques et charges	18	
6.6.1	Provisions pour risques	18	
6.6.2	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18	
6.7	Dettes	19	
6.7.1	Emprunts et dettes assimilés	19	
6.7.2	Précisions sur d'autres dettes	19	
6.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	20	
<b>7</b>	<b>Informations relatives au Compte de résultat</b>	<b>21</b>	
7.1	Résultats par activité ou établissement	21	
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	21	
7.2.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement		22
7.3	Produits par origine	23	
7.3.1	Subventions et autres concours publics	23	

7.4	Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD	25
7.4.1	Honoraires des commissaires aux comptes	26
<b>8</b>	<b>Informations relatives à la fiscalité</b>	<b>26</b>
8.1	Informations relatives au régime fiscal	26
8.2	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	26
<b>9</b>	<b>Informations relatives à l'effectif</b>	<b>27</b>
<b>10</b>	<b>Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan</b>	<b>27</b>
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	27
<b>11</b>	<b>Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)</b>	<b>28</b>

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet :

- De promouvoir les intérêts des travailleurs handicapés au travers de ses orientations, projets et réalisations ;
- De développer toute action en faveur de la mission sociale et économique du secteur protégé ;
- D'assurer par tous les moyens qu'elle jugera utile de mettre en œuvre, en matière d'adaptation et de réadaptation, le développement d'actions en faveur des travailleurs handicapés et en général toute personne en difficulté sociale et/ou professionnelle.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Un centre de formation destiné à mettre en œuvre toutes actions de qualification, de reclassement, d'adaptation et d'intégration, permettant aux travailleurs handicapés et à toute personne en parcours d'insertion sociale, d'intégrer le monde du travail et d'accéder à l'emploi durable ;
- Un centre d'accueil, d'hébergement et d'insertion pour jeunes en grande difficulté ;
- Une entreprise adaptée (EA) ;
- Un Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT).

Le financement de l'activité est réparti entre :

- Le Conseil Départemental 22,
- L'Agence Régionale de la Santé,
- La collectivité Lannion Trégor Communauté,
- Les clients des activités de production,
- Les usagers,
- Ainsi que différents partenaires économiques et financiers.

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)
  - / Ils se sont élevés à 738 K€ et portent principalement sur des matériels et de l'outillage à destination de l'entreprise adaptée, des travaux de voiries et du matériel informatique pour Emeraude Formation.
  - / 28 K€ de placement ont également été réalisés concernant le versement de l'effort construction ;
- Ressources humaines
  - / L'effectif salarié au 31 décembre 2024 était de 241 salariés et 40 usagers ;
- Locaux
  - / Les locaux utilisés sont pour la plupart la propriété de l'association, mais certains bâtiments exploités sont pris en location.

### 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

#### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été marqué par la vente de l'immobilier de l'établissement SAPI St-Clet le 11 juillet 2024.

#### 4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### 5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode ayant un impact significatif.

#### 5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### 5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### 5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### 5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.



## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	110 815	9 365		120 179
Immobilisations corporelles	14 548 722	728 573	458 743	14 818 552
Immobilisations financières	300 130	28 327	971	327 486
<b>Total</b>	<b>14 959 667</b>	<b>766 265</b>	<b>459 714</b>	<b>15 266 217</b>

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	92 550	8 975		101 525
Immobilisations corporelles	9 344 861	778 327	141 070	9 982 119
Immobilisations financières	-			
<b>Total</b>	<b>9 437 411</b>			<b>10 083 643</b>

### 6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Frais d'établissement	Linéaire	10 ans
Logiciels et licences	Linéaire	1 à 5 ans
Construction	Linéaire	12 à 60 ans
Installations générales et techniques	Linéaire	2 à 25 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	1 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	Linéaire	3 à 8 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 7 ans

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Les stocks de matières premières sont évalués en appliquant un coefficient de 0,9 au dernier prix d'achat connu.

Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient.

Les matières premières d'émeraude création font l'objet d'une dépréciation forfaitaire de 15 % de la valorisation finale.

Les produits finis font l'objet d'une dépréciation forfaitaire selon les produits :

- Composteurs bois : dépréciation forfaitaire de 10% ;
- Eco-station : dépréciation forfaitaire de 10% ;
- Récupérateurs d'eau : dépréciation forfaitaire de 10% ;

Les composteurs qui étaient stockés chez le transporteur MASSON ont été dépréciés à hauteur de 50%.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock MP – Création	889 163	133 375	755 788
Stock MP – Station	53 318		53 318
Stock MP – Multiservices	–		–
Stock MP – Espaces verts	6 174		6 174
Stock MP – Nettoyage	14 211		14 211
Stock MP – Restaurant	13 957		13 957
<b>Total – Stock MP</b>	<b>976 823</b>	<b>133 375</b>	<b>843 448</b>
Stock autres approvisionnements			
<b>Total – Stock autres approvisionnements</b>			
Stock produits finis	678 458	150 148	528 310
<b>Total – Stock produits finis</b>	<b>678 458</b>	<b>150 148</b>	<b>528 310</b>
<b>TOTAL STOCK</b>	<b>1 655 281</b>	<b>283 523</b>	<b>1 371 758</b>

## 6.2.2 Précisions sur d'autres créances

### 6.2.2.1 Charges constatées d'avance

Détail des charges constatées d'avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Divers	70 777		
<b>TOTAL</b>	<b>70 777</b>		

## 6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks	155 491	283 523	155 491	283 523
Créances	21 182	7 830	2 437	26 575
Immobilisations financières				
<b>Total</b>	<b>176 673</b>	<b>291 353</b>	<b>157 928</b>	<b>310 098</b>

## 6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant		Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	
Fonds propres sans droit de reprise	2 957 463		474 410						3 431 873	
Fonds propres avec droit de reprise										
Ecart de réévaluation										
Réserves										
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	800 201		11 050		1 393		150		812 494	
Report à nouveau										
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	138 335		-248 649						- 110 314	
Excédent ou déficit de l'exercice										
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	236 811		-236 811		941 511				941 511	
<b>Situation nette</b>	<b>4 132 810</b>				<b>942 904</b>		<b>150</b>		<b>5 075 564</b>	
Fonds propres (Dotations) consommables										
Subventions d'investissement	700 091				28 861		91 973		636 979	
Provisions réglementées	1 500								1 500	
<b>Total</b>	<b>4 834 402</b>				<b>971 765</b>		<b>92 123</b>		<b>5 714 043</b>	

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts **à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit

« le résultat, le report à  
sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

nouveau et les réserves des activités

#### 6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres complémentaires				
— Première situation nette établie				
— Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
— Dotations non consommables				
— Autres apports sans droit de reprise	2 957 463	474 410		3 431 873

#### 6.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				

#### 6.4.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)		
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
— Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	169 936	55 999
— Charges rejetées, rejet objet d'un recours	18 239	21 862
— Charges et produits dont la prise en compte est différée		
<b>Solde</b>	<b>188 175</b>	<b>77 861</b>

#### 6.4.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
<b>Résultat comptable</b>	<b>941 511</b>	<b>236 811</b>
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	-	87 450
Charges rejetées (variation des congés payés)	-16 099	8 161
<b>= Excédent ou déficit effectif global</b>	<b>925 412</b>	<b>332 422</b>
Dont résultat effectif sous gestion propre	650 304	474 410
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	275 108	-141 988



#### 6.4.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

#### — Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	1 462 014	28 861	10 432	1 480 443
Quotes-parts virées au résultat	- 761 923	- 87 973	- 6 432	- 843 464
Montant net en fonds propres	700 091	- 59 112	4 000	636 979

#### 6.5 Fonds reportés et fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise cependant que (désormais) à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés à la clôture de l'exercice provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	97 164	52 801	48 497			101 468	29 461
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Contribution pour renouvellement des immobilisations	323 808		14 500			309 308	-
Autres contributions financières affectées							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>420 972</b>	<b>52 801</b>	<b>62 997</b>			<b>410 776</b>	<b>29 461</b>

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources disponibles à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

## 6.6 Provision pour risques et charges

### 6.6.1 Provisions pour risques

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Provision pour risques	166 930	42 045	97 280	111 695

### 6.6.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Non provisionné	Provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		208 121 €	208 121 €

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 208 121 euros.

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
  - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie) : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3,10% ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0,66% ;
- Taux de charges sociales : 50% pour les cadres, 45% pour les non-cadres.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

- Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

## 6.7 Dettes

### 6.7.1 Emprunts et dettes assimilés

Le montant des emprunts s'élève à 2 485 286 € au 31 décembre 2024.

### 6.7.2 Précisions sur d'autres dettes

Les autres dettes s'élèvent à 85 726 € et correspondent principalement à une remise à accorder pour donner suite à une révision des prix sur les composteurs vendus.

#### 6.7.2.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 20 663€ au 31 décembre 2024.

Ils correspondent principalement à une subvention reçue de la part de la région Bretagne pour soutenir la commercialisation d'un prototype de composteur métallique.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

6.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations	296 970		296 970	Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1)	21 576		21 576	Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
Autres				— à 1 an au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				— à plus de 1 an à l'origine	2 485 286	577 033	1 210 323	697 930
Créances Clients et Comptes rattachés	1245392	1245392		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	1 884	1 884		
<b>Créances reçues par legs ou donations</b>				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	986 824	986 824		
Autres	686 255	686 255		<b>Dettes des legs ou donations</b>				
Charges constatées d'avance	70 777	70 777		Dettes fiscales et sociales	1 751 843	1 751 843		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	21 082	21 082		
				Autres dettes (3)	20 663	20 663		
				Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>2320970</b>	<b>2002424</b>	<b>318 546</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5 267 582</b>	<b>3 359 329</b>	<b>1 210 323</b>	<b>697 930</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	26 368			(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	265 000			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	866 884			
				(3) Dont ..... <b>garanties par des suretés réelles</b> (indication des				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</b>		
— ESAT (Action sociale)		108 654
— SAPI Lannion		132 252
— SAPI St Clet	62 154	
— ESRP		96 860
— ESPO		15 595
<b>Gestion propre (= libre)</b>		
— Formation en propre	29 208	
— ESAT (Action commerciale)	18 087	
— Entreprise Adaptée		679 732
— Vie Associative		17 866
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>941 511</b>

### 7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

Les établissements suivants sont sous contrôle de tiers financeur :

- CRP ;
- CPO ;
- ESAT ;
- SAPI.

## 7.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

	2024				
	Résultat comptable	Résultats antérieurs	Charges refusées	Variation Congés	Résultat administratif
<b><u>SAPI</u></b>					
* SAPI	132 251,56			-11 572,66	120 678,90
* SAPI ST CLET	-62 153,72			-359,42	-62 513,14
	70 097,84			-11 932,08	58 165,76
<b><u>Formation</u></b>					
* CRP	96 859,88			1 104,87	97 964,75
* CPO	15 595,41			683,16	16 278,57
* en propre	-29 207,55				-29 207,55
	83 247,74			1 788,03	85 035,77
<b><u>ESAT</u></b>					
*BPAS (action sociale)	108 654,21			-5 955,45	102 698,76
*BPAC ST (action commerciale)	-18 086,68				-18 086,68
*BPAC EV (action commerciale)					
	90 567,53			-5 955,45	84 612,08
<b><u>Entreprise Adaptée</u></b>					
Emeraude Création	737 865,91				737 865,91
Restaurant	-56 334,79				-56 334,79
Espaces Verts	11 921,41				11 921,41
Nettoyage	104 473,99				104 473,99
Services	-50 550,86				-50 550,86
Emeraude Station	-67 643,62				-67 643,62
	679 732,04				679 732,04
<b><u>Vie associative</u></b>	17 866,11				17 866,11
<b><u>Consolidation</u></b>	941 511,26	0,00	0,00	-16 099,50	925 411,76

### 7.3 Produits par origine

#### 7.3.1 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- Les subventions d'exploitation ;
- Concours publics définis à l'article 142-9 :
  - / Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions,
  - / Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

##### 7.3.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».



La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

#### 7.3.1.2 Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

#### 7.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		1 800 622	1 314 456		
Subvention d'exploitation	25 964	20 599	23 696		8 000
Subvention d'investissement					

#### 7.4 Produits par origine des contributions volontaires en nature du CROD

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes

- Le temps passé par les administrateurs n'a pas pu être recensé cette année, l'association tentera de le recenser au cours des exercices suivants ;
- L'équivalent loyer a été déterminé.

Les ventes des dons reçus en nature sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

Les ressources stockées, non comptabilisées donc non prises en compte dans la partie adhoc du compte de résultat, qu'il est possible d'inventorier et de valoriser sans entraîner des coûts de gestion trop importants font l'objet le cas échéant d'une information hors bilan en engagements reçus (cf § 10.5).

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Bénévolat (Bureau, CA, AG, Conseil de Vie Sociale)	114 heures à 46,88€	5 344 €
<i>Offerte :</i>		
	Total	5 344 €

#### 7.4.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAPEOS
– <i>Au titre de la mission de contrôle légal des comptes</i>	13 561 €
– <i>Au titre d'autres prestations</i>	
– <b>Honoraires totaux</b>	13 561 €

## 8 Informations relatives à la fiscalité

### 8.1 Informations relatives au régime fiscal

L'association n'est pas fiscalisée sur ses résultats. Cependant, l'entreprise adaptée et l'ESAT sont assujettis à la TVA.

### 8.2 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Mentionner la rémunération des trois plus hauts dirigeants salariés, en application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, reviendrait à mentionner des rémunérations individuelles.

## 9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	14
Agent de maîtrise	35
Employés (dont 4 apprentis)	190
Usagers	42
<b>Total</b>	<b>281</b>

## 10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 10.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		375 070
Garanties hypothécaires	72 798	
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

## 11 **Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.